

Les Entrepreneurs 24 : « La problématique ce sont les entreprises qui réduisent la voilure »

Les Entrepreneurs Dordogne (ex CPME24) organisent leur rentrée le 1er octobre prochain : La Voix des 4 Périgords. Lors de cet événement, où déjà plus de 150 personnes sont attendues, 4 entreprises (une par Périgord) présenteront leur parcours. Pour « La Vie Économique », son président, Stéphane Cortada, fait le point.



Isabelle Lukasik, secrétaire générale, Stéphane Cortada, président et Nathalie Garrigue, chargée de développement. © Loïc Mazalrey - La Vie Économique

La Vie Économique : Comment se porte le syndicat ?

Stéphane Cortada : Nous avons 300 adhérents directs, mais avec nos branches comme la FFB, l'Umih ou la Fédération des campings, nous arrivons à 1 800 adhérents, directs et indirects. Au cours de l'année, nous organisons de nombreux événements, comme des visites d'entreprises, des afterworks, des conférences... La force vive du syndicat, ce sont nos deux salariées permanentes.

LVE : Quels rôles supplémentaires aimeriez-vous jouer cette année ?

S. C. : Au regard de la situation économique, afin de favoriser le développement pour les entreprises, je pense qu'il y a un important travail à accomplir sur la mutualisation des moyens, comme des véhicules partagés, par exemple. Si ce n'est pas à nous de réaliser une économie parallèle, il est de notre rôle d'engager les entreprises à le faire et je pense que sur ce point, la Dordogne est un peu en retard. Par ailleurs, il faut que nous créions davantage de formations pour les entreprises et les dirigeants. Aujourd'hui, la majorité d'entre eux sont avant tout des techniciens. Or, ils devraient être à parts égales des entrepreneurs, des techniciens et des managers. Nous devons les former, organiser une feuille de route du dirigeant...

LVE : La hausse des défaillances d'entreprises est plus marquée en Dordogne qu'à l'échelle régionale, pourquoi selon vous ?

S. C. : Aujourd'hui, c'est une erreur de vouloir parler des fermetures par rapport à la situation économique. Lors de la période du Covid-19, peu d'entreprises ont fermé. Nous arrivons à la fin des emprunts, et donc il y a plus de défaillances, mais si on fait une moyenne plus globale, il n'y a pas de hausse. Actuellement, la problématique, ce ne sont pas les structures qui ferment, mais celles qui réduisent la voilure. Certaines prennent moins de travail pour ne pas avoir à embaucher ; et parfois le patron reste seul pour mieux vivre ainsi. Nous faisons face aujourd'hui à la fermeture d'une entreprise qui a un carnet de commandes plein mais qui n'a pas les moyens financiers de payer son développement. La problématique est là.

LVE : Les entreprises font face aujourd'hui, tout comme les salariés, à la hausse du prix du carburant, quelle est la position du syndicat sur cette problématique récente ?

S. C. : Les entrepreneurs sont inquiets de la situation économique du pays, mais nous sommes porteurs d'optimisme. Quant à la problématique des carburants, ce dont les dirigeants ont besoin, c'est de lisibilité et de

projection. Nous souhaitons que l'État joue son rôle de tampon, que cette hausse ne soit pas aussi brutale. Cette augmentation peut être possible, mais il faut qu'elle soit absorbable avec par exemple des augmentations programmées. Aujourd'hui, les professionnels rognent sur leurs marges, car ils ne peuvent pas dire à des clients qu'ils impactent le coût du carburant sur devis signé il y a six mois. De façon générale, l'État change sans arrêt les règles.

LVE : Qu'attendez-vous des prochaines élections présidentielles ?

S. C. : Nous croyons beaucoup en ces élections. Nous avons besoin d'un candidat qui s'appuie sur nous pour ses décisions. Aujourd'hui, personne ne parle d'une simple question : pour rembourser la dette nous pouvons soit mener une politique d'austérité, soit créer de l'activité économique afin de susciter du développement économique. Cette seconde option doit être le fil rouge du futur élu.

LVE : La CPME est devenue les Entrepreneurs cette année, que pensez-vous de ce changement de nom ?

S. C. : Nous l'avons pris très positivement en Dordogne, c'est un bon choix, qui permet de mieux fédérer, de communiquer avec un nom commun qui parle à tous, et plus facile.